

LES FINANCES

LA RÉNOVATION URBAINE ET LES ALLOCATIONS D'AMORTISSEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): J'ai une question à poser au ministre des Finances, mais en son absence, je l'adresserai au ministre d'État chargé de l'habitation. Vu l'inquiétude grandissante au sujet de l'avenir de la rénovation urbaine, surtout depuis le dépôt des propositions budgétaires sur les allocations d'amortissement, le ministre pourrait-il user de son influence pour convaincre son collègue, le ministre des Finances, d'exempter les régions désignées pour la rénovation urbaine du gel des allocations d'amortissement?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): C'est là une suggestion intéressante, monsieur l'Orateur.

M. Alexander: J'aurais une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Kootenay-Ouest.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LES PROVINCES ET LA LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DU CANADA

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): J'aurais une question pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou pour son secrétaire parlementaire. Le ministre projette-t-il de convoquer sous peu une réunion des ministres provinciaux chargés des ressources en eau, en vue d'assurer une collaboration aussi étendue que possible en vue de la compréhension et de l'application de la loi sur les ressources en eau du Canada?

M. R. J. Orange (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur.

L'IMMIGRATION

LE CAS DES EST-ASIATIQUES EXPULSÉS DE CERTAINS PAYS D'AFRIQUE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy Royal): Une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Prend-on des dispositions spéciales pour faciliter le transport des gens d'origine est-asiatique, actuellement au Kenya ou dans d'autres pays d'Afrique, étant donné qu'il leur est tellement difficile de se trouver une place au soleil?

Une voix: Que dites-vous de Yarmouth?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, voilà au moins un an que nous examinons cette question, pour pouvoir faciliter le transport de ces gens. Je n'ai pas analysé la situation dernièrement, mais je le ferai volontiers et j'en ferai part à mon honorable ami.

LES PARCS NATIONAUX

BONNE BAIE (T.-N.)—LA QUESTION DES DROITS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Une question pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Vu les complications occasionnées par l'aménagement d'un parc national à Terre-Neuve, en raison de droits d'exploration pétrolière, le ministre consentirait-il à tenir une audience publique dans la province, analogue à celle qui eut lieu en Nouvelle-Écosse, pour s'assurer de la légalité de tels droits, puisque cette situation retarde gravement le développement économique?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur point n'est besoin d'audience publique pour déterminer s'il peut y avoir des recherches de pétrole dans un parc, car c'est une politique bien connue au Canada qu'on ne peut faire de l'exploration, de quelque nature que ce soit, dans un parc. Si le gouvernement de Terre-Neuve veut se voir doté d'un deuxième parc national, il devra se conformer à la loi fédérale sur les parcs nationaux, tout comme les autres provinces.

• (3.20 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

TRAVAUX DES SUBSIDES

JOUR PRÉVU EN VERTU DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL—LES CONSÉQUENCES DU 4^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT AU POINT DE VUE DE LA PROCÉDURE

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Peace River (M. Baldwin) sait que le point qu'il a soulevé à la Chambre l'autre jour est revenu à nouveau hier sur le tapis et il a été convenu qu'on lui donnerait aujourd'hui l'occasion, à ce moment-ci, de soumettre ses instances.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, Votre Honneur et la Chambre sont aux prises avec un point fort intéressant: le